



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ALGER

N° 107 – Mars & Avril 2022

Projections économiques

Amélioration des perspectives de croissance pour l'Algérie selon le FMI et la Banque Mondiale

Dans son rapport sur les « [Perspectives économiques Régionales](#) », publié en avril 2022, le FMI passe en revue les résultats macroéconomiques de l'Algérie. Profitant de la reprise du secteur des hydrocarbures, le Fonds relève la progression de 4 % du PIB de l'Algérie en 2021, une estimation revue à la hausse, la précédente d'octobre 2021 faisant état d'une croissance à 3,4 %. Le Fonds revoit également à la hausse sa prévision de croissance pour 2022, à 2,4 %, contre une prévision de 1,9 % établie en octobre dernier. À noter également que dans son dernier [bulletin économique](#) d'avril, la Banque Mondiale anticipe une croissance pour 2022 de 3,2 %.

FMI et Banque Mondiale s'accordent par ailleurs sur la poursuite en 2022, et l'amplification, de tensions inflationnistes, avec des prévisions revues à la hausse : +8,7 % pour le FMI et +7 % pour la Banque Mondiale. FMI et Banque Mondiale anticipent également en 2022 un solde du compte courant positif (+2,9 % / PIB pour le FMI et +4,7 % / PIB pour la Banque Mondiale) qui devrait cependant redevenir déficitaire en 2023 (- 0,2 % du PIB pour les deux institutions). Ces estimations tiennent compte de la remontée des

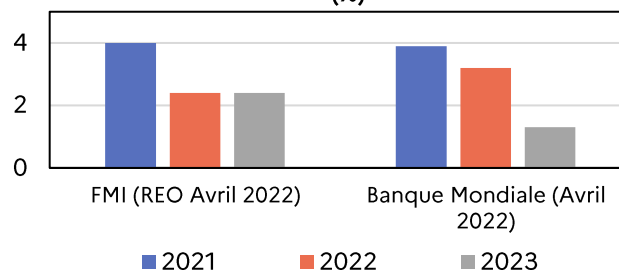
cours des hydrocarbures entamée en 2021, qui se poursuit en 2022.

En revanche, les prévisions divergent quant à la trajectoire des comptes publics pour l'année en cours, puisque la Banque Mondiale estime que le solde budgétaire sera excédentaire en 2022, à 0,7 % du PIB, mais anticipe un retour à un solde déficitaire en 2023 (- 0,8 % / PIB). Le FMI, pour sa part, estime que le déficit public devrait s'aggraver en 2022 (-5 % / PIB) et se creuser ensuite légèrement en 2023 (-5,6 % / PIB).

En matière d'endettement, le FMI prévoit une réduction de la dette publique en 2022 à 56,6 % du PIB, contre 62,5 %/PIB en 2021. La dette progresserait de nouveau en 2023, pour atteindre 61,6 %/PIB.

Enfin, les projections des deux institutions pour l'année 2023 se rejoignent sur : (i) le ralentissement de la croissance réelle algérienne, (ii) la persistance des tensions inflationnistes, (iii) le retour des déficits du solde des comptes courants, (iv) enfin, la dégradation des comptes publics.

Projections du taux de croissance du PIB réel (%)



Inflation

Accélération de l'inflation à 9 % au 1^{er} trimestre, tirée par l'alimentaire

Au niveau **national**, d'après [l'ONS](#), l'inflation au premier trimestre 2022 (T1 2022) s'est établie à 9,3 %. Selon le rapport, l'augmentation des prix alimentaires (+12,8 % au T1 2022) reste le premier facteur d'explication de l'augmentation générale de l'indice des prix à la consommation.

Les données pour la **ville d'Alger** sont similaires en tendance et font état d'une inflation de 9,2 %. Dans la capitale, la granularité des données permet de détailler l'influence des composantes : il apparaît ainsi que l'inflation a été principalement tirée par la hausse des prix des biens alimentaires (+13,4 %), se décomposant en deux sous-catégories : produits agricoles (+11,2 %) et produits alimentaires industriels (+15,5 %). Pour rappel, les biens alimentaires représentent environ 43 % du panier de consommation moyen algérien selon une pondération du panier établie par l'ONS en 2001. L'augmentation de ce poste suit la dynamique mondiale des cours des matières premières. L'augmentation des prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) est également notable, à +7,2 % au premier trimestre. Enfin, le prix des services (17 % du

panier de consommation), a progressé moins rapidement sur la période (+ 2,9 %).

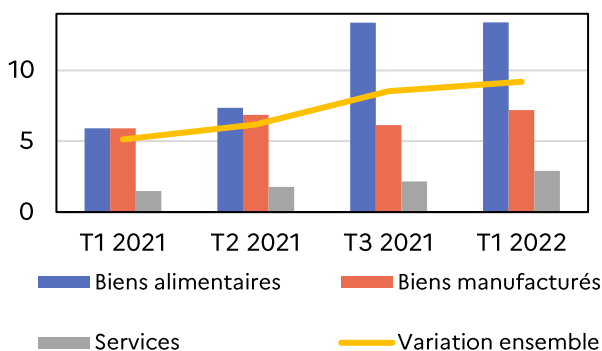
Pour rappel, l'inflation touche de plus en plus en Algérie les produits essentiels de grande consommation (à l'exception de ceux à prix fixe soutenus par l'État, comme la baguette de pain et le lait pasteurisé en sachet) tels que les pâtes, la semoule, la farine, les légumes secs, la pomme de terre ou la sardine. Les données de l'ONS disponibles font ainsi état pour le T1 2022 d'un fort relèvement des prix de certains produits, tels que la pomme de terre (+59,7 %), l'huile (+33,1 %), et les légumes (+17,4 %).

Cette tendance s'explique en premier lieu par l'importance des importations dont l'Algérie reste très dépendante, tant en matières premières agricoles qu'en intrants, notamment pour l'alimentation animale, la génétique et le machinisme. Or, une augmentation du prix des **matières premières agricoles** s'observe au plan mondial : selon la FAO, entre décembre 2021 et mars 2022, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 26 points, une tendance haussière continue qui concerne particulièrement le sucre, les huiles végétales et les céréales.

Pour mémoire enfin, le **FMI** estime que **l'Algérie pourrait connaître une inflation de 8,7 % en 2022**. D'après ses dernières projections cette inflation pourrait atteindre 13,9 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Évolution de l'inflation à Alger 2021-T1 2022
(%)

Sources : ONS ; Calculs SER



Assurances

Progression du secteur en 2021

Selon [la note de conjoncture](#) du Conseil national des Assurances (CNA), le secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 151,9 Mds DZD en 2021, contre 144,9 Mds DZD en 2020, soit une croissance de 4,8 %.

La tendance s'explique par une progression globale de l'ensemble des composantes de l'assurance en Algérie, à savoir les sociétés d'assurance de dommages (+4,7 %) qui comprennent les assurances de biens et de responsabilité ; les sociétés d'assurance de

personnes qui, par opposition aux assurances de biens, ont pour objet de garantir collectivement ou individuellement une personne, (+4 %) ; et les acceptations internationales (+9,9 %). La progression du secteur des assurances semble s'inscrire dans le contexte de reprise de l'activité économique après la récession de 2020.

Dans le détail, les assurances de dommages, qui avec un chiffre d'affaires de 131,9 Mds DZD représentent 87 % du secteur, sont portées par les évolutions à la hausse des branches « Incendies, Risques Divers » - 45 % de ce portefeuille - en progression de 11,9 % par rapport à 2020. Cette branche, qui explique majoritairement la progression globale du secteur en 2021, a bénéficié d'après le CNA « de l'évolution des primes de plusieurs contrats importants et à la concrétisation de nouvelles affaires de grande et moyenne taille ». Au niveau des assurances de personnes, ce secteur a profité de la reprise de la branche « vie-décès » (+11,2 %), grâce à la réouverture du réseau « Bancassurance ».

A contrario, la branche « Automobile » (première branche des assurances de dommages) est en repli de 1,5 %. D'après la note publiée par le CNA, cette régression est causée par trois facteurs : (i) la suspension de l'activité de montage des véhicules, engendrant un arrêt de la production ; (ii) l'interruption, pour les concessionnaires, des importations des véhicules neufs ou celles de moins de trois ans ; (iii) la conjoncture sanitaire.

Hydrocarbures

Au premier trimestre 2022, le prix du Sahara Blend rejoint son niveau record de 2014

Dans son [rapport mensuel](#) du mois d'avril, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a fait état du bilan au premier trimestre (T1 2022) des prix et de la production de pétrole de ses membres. Alors qu'il avait atteint une moyenne de 79 USD/b au quatrième trimestre 2021, le panier moyen de l'OPEP a progressé de

18,7 USD sur un trimestre, atteignant 97,6 USD/b au T1 2022. Le baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) a quant à lui progressé de 29 % en glissement trimestriel, passant d'une moyenne de 80,3 USD/b au T4 2021 à 103,6 USD/b au T1 2022.

En matière de production pétrolière, la décision d'ajustement progressif à la hausse décidée par l'OPEP+ (*réunissant les 13 membres de l'OPEP et 10 pays producteurs dont la Russie*) a permis d'augmenter les volumes de 667 000 barils/j entre le T4 2021 et le T1 2022. Selon les données de l'OPEP, l'Algérie a augmenté sa production de 25 000 b/j durant cette période, passant d'une moyenne de 958 000 b/j à 983 000 b/j, se rapprochant ainsi, sans l'atteindre toutefois, du plafond de production qui lui est accordé.

Selon son dernier rapport, l'OPEP a révisé son anticipation d'augmentation de la demande mondiale de pétrole entre 2021 et 2022, de 4,2 % à 3,7 %. Toutefois, l'organisation prévoit un ralentissement de la croissance mondiale de 4,2 % en mars 2022 à 3,9 % en raison du conflit en Ukraine, et des incertitudes liées à la propagation de la Covid-19 en Asie.

Début 2022, l'Algérie profite de la progression de ses ventes de gaz

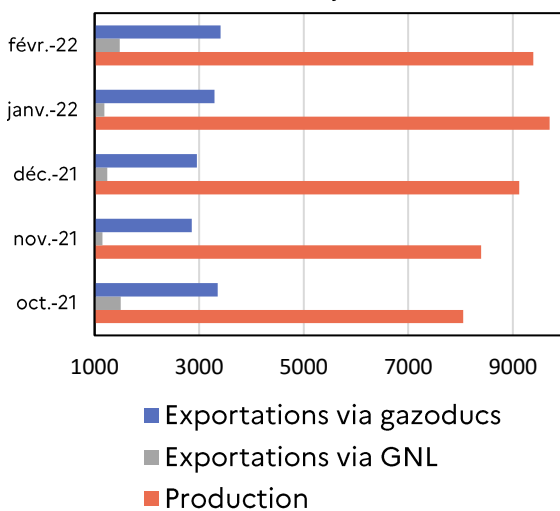
D'après les données publiées par [IODI](#), entre le troisième (T3 2021) et le quatrième trimestre 2021 (T4 2021), les exportations algériennes de gaz ont augmenté de 7 % en volume. Cette hausse s'explique principalement par les ventes de gaz naturel liquéfié (GNL) quit ont bondi de 25 % alors que les ventes par pipeline demeuraient stables (+1 %). La production algérienne de gaz progressait quant à elle de 5 % entre le T3 et le T4 2021.

Cette tendance se confirme entre janvier et février 2022 : malgré une baisse de 3,2 % de sa production, l'Algérie continue de voir ses exportations de gaz progresser de 9,1 %. Cette hausse est principalement le résultat d'une hausse des exportations de GNL – de 24,7 %, sur la période. Ces ventes, établies

traditionnellement à court-terme au prix de marché, bénéficient d'une augmentation du prix du gaz de référence néerlandais (*Dutch TTF*) en augmentation de 13,9 EUR/MWh entre janvier et février 2022, à 98,6 EUR/MWh.

Évolution du secteur gazier algérien octobre 2021-février 2022, en millions de mètres cubes

Source : Jodi



Les exportations de gaz *via* pipeline, basées sur des contrats de long-terme, ont quant à elle progressé à un rythme moins rapide (+3,4 %). Sur les deux premiers mois de 2022, les exportations de gaz par gazoduc ont représenté environ la moitié du gaz produit par l'Algérie sur la période.

Renouvelables : « Solar 1000 MW »

Lancement du 1^{er} appel d'offres, selon un schéma de producteur indépendant d'électricité solaire

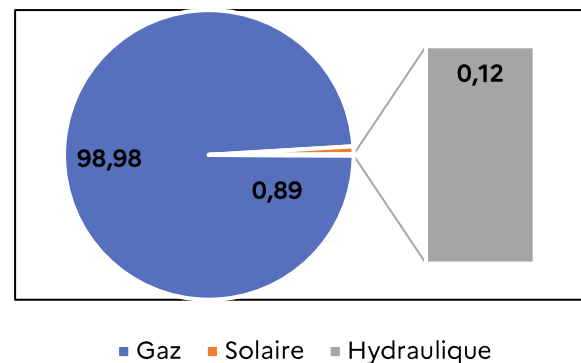
Depuis plusieurs années, l'Algérie voit sa consommation domestique d'énergie fortement augmenter (+4,5 % par an en moyenne), liée notamment à la démographie (+1 million d'habitants par an), entamant ses capacités exportatrices d'hydrocarbures. Plus de 50 % du

pétrole brut produit en Algérie est, ainsi, transformé en carburants pour la consommation locale, alors que 40 % de la production gazière brute est destinée à la consommation domestique, en particulier à fins de génération d'électricité. En parallèle, l'Algérie est confrontée, depuis 2010, à une stagnation de sa production d'énergie primaire.

Face à ce constat, les autorités algériennes

Part de la production d'électricité par sources en Algérie (2020 ; %)

Source : BP



disposent de plusieurs leviers pour répondre à la demande locale tout en conservant des capacités d'exportation d'hydrocarbures (et donc de rentrées de devises) : augmentation de sa production de gaz, optimisation des champs pétroliers, réduction de sa consommation, en particulier par des mesures d'efficacité énergétique ou en agissant sur le levier des subventions (le prix de l'électricité et du carburant, subventionnés, sont très faibles en Algérie). La production d'électricité à partir des EnR – alors que celles-ci ne représentent actuellement que moins de 1 % du mix énergétique, fait aussi partie des ambitions.

Dans ce contexte, les autorités algériennes ont élaboré en février 2020 un programme de développement des énergies renouvelables d'une capacité de 16 000 MW à horizon 2035, à base de solaire photovoltaïque. Ce programme est valorisé à environ 15 Mds USD. Dans ce cadre, le ministère de la transition énergétique et des

énergies renouvelables (MTEER) a lancé le 27 décembre 2021 un appel d'offres à investisseurs intitulé « projet Solar 1000 MW » pour la construction de centrales solaires, d'une capacité de 50 à 300 MW réparties sur 11 sites. En parallèle, le MTEER a créé une société par actions, l'*Algerian Renewable Energy Company* (SHAEMS), dédiée au développement des EnR, dont le capital est détenu à part égale par les compagnies nationales pétrolière et d'électricité, Sonatrach et Sonelgaz. SHAEMS devrait être un acteur clef dans le montage des sociétés de projets qui seront constituées, SHAEMS devenant actionnaire des sociétés mises en place à hauteur de 34 %, les 66 % restant devant être détenus par les potentiels investisseurs, Algériens ou étrangers.

S'agissant du financement, les investisseurs pourraient bénéficier de récents assouplissements réglementaires, notamment sur le plan bancaire, ainsi que de dispositions *ad hoc* permettant, au cas par cas, de recourir à l'endettement extérieur : ce devrait précisément être le cas pour les infrastructures permettant de développer les énergies renouvelables, qui revêtent un caractère stratégique : les autorités algériennes ont en effet ouvert, sans ambiguïté, la possibilité pour les institutions financières internationales de développer de financer les projets stratégiques (courrier du Gouverneur de la Banque centrale aux directeurs des établissements financiers, mars 2022¹).

À ce stade, selon les autorités algériennes, près de 90 opérateurs se seraient manifestés, et retiré le cahier des charges. La période de consultations avec les investisseurs potentiels est en cours, de même que les visites de sites. Sous réserve d'attractivité des éléments du cahier des charges, en particulier sur le plan de la rentabilité du projet et des responsabilités des parties, un second appel d'offres de même ampleur pourrait être lancé d'ici la fin de l'année, profitant du retour d'expérience de cette première phase.

¹ [Financement extérieur: seuls les projets "stratégiques" sont éligibles \(aps.dz\)](#)

Agriculture

Nette hausse du prix des matières premières alimentaires en 2021

Selon le [Global Food Safety Initiative \(GFSI\)](#), qui publie un indicateur de sécurité alimentaire, l'Algérie a vu son classement sur 113 pays passer de la 70^e place en 2019, à la 58^e en 2020, pour atteindre la 54^e place en 2021. L'Algérie se situe ainsi en tête des pays africains.

L'Algérie est particulièrement distinguée sur le critère « *accessibilité* », où elle se situe au 47^e rang mondial, avec des scores qui positionnent le pays au-dessus de la moyenne mondiale dans l'ensemble des catégories. Le pays est également bien positionné en matière de « *qualité et sécurité sanitaire des aliments* » ainsi que de « *disponibilité* ».

En matière d'approvisionnements, l'Algérie se situe à un score supérieur de 36 % à la moyenne mondiale. Au niveau régional, le pays est en tête en Afrique, devant la Tunisie et le Maroc, respectivement 55^e et 57^e, dans ce classement.

Les axes de progression identifiés par ce classement concernent les politiques publiques algériennes en matière de sécurité alimentaire et d'accès aux aliments, ainsi que sur le plan des normes nutritionnelles pour lesquelles, *a contrario* des précédents indicateurs, « le pays se situe en-deçà des moyennes mondiales ».

L'Algérie ne se trouve cependant pas, malgré la guerre en Ukraine, en situation d'insécurité alimentaire. Anticipant une hausse des cours des céréales observée sur le marché international dès le dernier trimestre de 2021, le pays a importé d'importantes quantités pour constituer des stocks, et sécuriser son approvisionnement. La guerre ayant par ailleurs entraîné une hausse des prix des hydrocarbures, l'Algérie a été en mesure de conclure, sans difficulté particulière, des appels d'offres aux prix du marché.

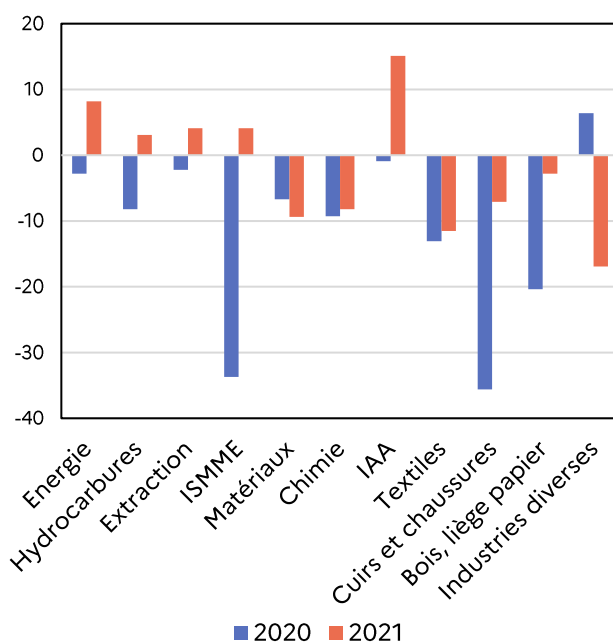
Production Industrielle

L'ONS a publié les chiffres de la production industrielle du secteur public pour l'année 2021

Selon l'Office National des Statistiques (ONS), la [production industrielle du secteur public national](#) a enregistré une hausse de 4,5 % sur l'ensemble de l'année 2021, en rythme annuel. Cet indice avait enregistré un recul en 2020, en raison des répercussions de la crise sanitaire (- 7,9 %).

Variations annuelles des principaux secteurs d'activités de la production industrielle public algérienne (%)

Source : ONS



En 2021, l'indice général est porté par la performance du secteur énergétique (+8,2 %, contre un recul de 2,8 % en 2020), signe d'une reprise de la production d'hydrocarbures, portée par un prix du baril soutenu. La production du secteur a affiché une performance positive sur les trois derniers trimestres, mais ralentit en fin d'année (+13 % au T2 et +12,6 % au T3 2021,

+5,9 % au T4 2021). Toutefois, la production globale des hydrocarbures rebondit fortement au T4 2021 à +9,7 %, portée par la progression de 17,5 % de l'activité de liquéfaction du gaz naturel.

L'indice de production industrielle hors hydrocarbures est également en croissance de 5,1 %, alors qu'il avait reculé de 7,7 % en 2020. Cependant, l'indice était négatif au dernier trimestre 2021 (-0,5 %), ce qui pourrait augurer d'un ralentissement progressif de l'activité.

En revanche, en 2021, la production industrielle du secteur manufacturier public algérien a connu un recul de -0,1 % alors que le secteur avait déjà chuté de -13,5 % en 2020 (mais s'était repris au premier et deuxième trimestre 2021). Cette chute serait principalement imputable aux industries du cuir et des chaussures (-7,1 %), et au textile (-11,5 %). Les industries agro-alimentaires s'inscrivent en revanche dans une dynamique de croissance avec une augmentation de 15,1 % après une année 2020 marquée par un recul de 0,9 %.

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1 ^{er} juillet 2020, ONS)	44,2 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (prix constants 2021, FMI)	12 110 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91 ^e /189)
Espérance de vie à la naissance (2020, ONS)	76,3 ans
Taux de chômage (2021, FMI)	13,4 %
Taux de change moyen EUR/DZD (jour publication, Banque d'Algérie)	152,3
Taux de change moyen USD/DZD (jour publication 2022, Banque d'Algérie)	146,1
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – mars 2022, OPEP)	121,8 USD
Notation Coface (Risque Pays - novembre – 2021)	C

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2019	2020	2021	2022 (e)	2023 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	3 940	3 337	3 701	4 294	4 362
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	0,8	-4,9	4	2,4	2,4
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix courants)	2	-3,9	2,6	3,6	2,5
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	2	2,4	7,2	8,7	8,2
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-9,6	-11,7	-3,8	-5	-5,6
	Dettes publiques (% du PIB)	46	51	63	57	62
	Dettes extérieures brutes (% du PIB)	2,2	2,4	2	1,9	1,8
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	54,3	42,9	44,3	53,5	54,1
	Exportations de biens et services (Mds \$)	38,6	24,9	41,8	60,5	54,4
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-15,7	-18	-2,5	7	0,3
	Balance courante (Mds \$)	-17	-18,7	-4,6	5,5	-0,4

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international